

parer les divers systèmes, suivre les améliorations journalières et prendre connaissance, au moyen d'un bon journal, des événements qui s'accomplissent dans le monde.

C'est donc l'instruction qu'il faut au fils du cultivateur, et chaque fois que celui-ci refuse d'envoyer son enfant à l'école, il se rend coupable d'une faute grave, car il le prive en bien des cas de pouvoir acquérir une honnête aisance.

Il y a des progrès à réaliser dans ce pays sous le rapport de l'instruction et c'est à ceux qui comprennent l'importance de l'éducation d'en répandre le goût et d'engager leurs concitoyens à favoriser l'établissement de bonnes écoles.

L'éducation est le plus bel héritage qu'un père puisse laisser à son fils. Donc que les enfants aillent à l'école avec assiduité; qu'on leur fasse bien comprendre ce qu'ils ont à gagner en s'instruisant, et avant bien des années, les progrès en agriculture se feront remarquer davantage.

La fréquentation des écoles de paroisse est un acheminement à l'école d'agriculture, et l'école d'agriculture ne fleurira que quand les cultivateurs par une bonne éducation élémentaire comprendront tout l'avantage qu'on en peut tirer. Ils s'imposeront des sacrifices dans ce but, comme s'en imposent ceux qui font suivre à leurs enfants un cours régulier d'études dans un collège classique.

On entend quelquefois les contribuables se plaindre du peu de progrès de leurs enfants à l'école. Ils ont raison en plusieurs circonstances, car il se trouve des commissaires d'école, qui, mis par un désir d'économie trop prononcé, se refusent à donner à de bons instituteurs ou à de bonnes institutrices un prix élevé; ils préfèrent aller au rabais, sans s'occuper des qualités de celui qu'ils veulent employer. C'est un malheur, car l'enfant profite d'autant plus des leçons qui lui sont données, que la personne chargée de l'enseignement a les capacités requises. Quand bien même la taxe scolaire serait un peu plus forte, il y a à gagner, si un élève apprend plus dans six mois sous une institutrice capable que dans un an sous une incapable.

L'enseignement est une vocation et ne peut enseigner qui veut. Que dans les campagnes on fasse donc un choix raisonné des instituteurs pour que l'instruction se propage et avec elle l'avancement de l'agriculture.

Quo l'on ne craigne pas d'écarter les nullités et que l'on comprenne bien qu'on ne peut payer trop cher un instituteur qualifié dont la mission n'est pas seulement d'enseigner la lecture et l'écriture, mais aussi de façonner le caractère de l'enfant pour qu'il devienne un bon citoyen.

(Du Courrier de St. Hincinthe.)

LE COMMERCE DU GRAIN.

—oo—

Pour nous, la guerre franco-prussienne ne peut avoir en réalité que des résultats matériels. Aussi nos hommes d'affaires commencent déjà à se demander quelle influence exercera sur la vente de nos produits agricoles cette lutte gigantesque qui se poursuit entre deux des plus riches nations.

En effet, on sait que la France et la Prusse sont deux pays agricoles qui fournissent beaucoup au commerce des grains. Sur le marché anglais, ils occupent les premières places après la Russie, comme on peut voir par le tableau suivant, lequel indique la quantité respective de blé vendue en 1866 sur le marché anglais par les divers pays du monde :

Russie.....	8,937,199	quarts
Prusse.....	4,401,409	"
France.....	3,473,130	"
Etats-Unis.....	635,239	"
Amérique Britannique du Nord.....	8,789	"
Danemark.....	506,236	"
Shleswig, Holstein..	187,938	"
MucKlenbourg.....	733,571	"
Villes Hansiatiques.	878,912	"
Turquie, Valachie...	528,433	"
Egypte.....	33,831	"
Autres pays.....	2,831,642	"

Total.....23,156,329 quarts.

C'est-à-dire qu'au delà du tiers de cette quantité a été fourni par la France et la Prusse, qui ont mis sur le marché 7,874,586 quarts de blé, ou à peu près 32,000,000 de minots.

Or, loin d'exporter de parocilles quantités, cette année la Prusse et la France seront obligées d'importer du blé pour compenser ce que nécessite l'alimentation de leurs armées et la perte des récoltes occasionnées par la guerre. Dans l'Allemagne du Nord, notamment on sait que le gouvernement a fait couper avant la maturité une partie de la récolte pour approvisionner les troupes. Et les réquisitions faites depuis deux mois en France par les Prussiens diminueront aussi considérablement la récolte du blé comme des autres céréales.

Outre la diminution qui se fera sentir dans l'approvisionnement du marché anglais à raison des désastres et de la consommation extraordinaire occasionnés par la guerre, il ne faut pas oublier que la sécheresse n'a pas peu diminué le rendement de la moisson dans presque tous les pays, surtout en Angleterre.

D'un autre côté, les vides occasionnés par les causes que nous avons énumérées plus haut sont quelque peu compensés par l'excès de récolte de l'an dernier. La récolte de 1869 a été tellement abondante qu'il en reste encore une partie assez considérable dans les entrepôts. Mais prenant cet excès comme égal au manque occasionné par la sécheresse cette année, il n'en reste

pas moins, en ce qui regarde l'approvisionnement du marché anglais, un déficit d'à-peu-près 32,000,000 de minots, égalant la contribution collective de la France et de la Prusse.

Ces calculs ne regardent que le blé. Mais on peut facilement les appliquer au commerce de l'orge, car les statistiques des dix dernières années constatent que la quantité d'orge vendue sur le marché anglais est toujours comparée à celle du blé, dans la proportion de 35 à 100, de même que la production dans les divers pays qui exportent du grain en Angleterre.

Nous pouvons donc espérer que nos grains se vendront assez bien cette année. Pour combler les lacunes occasionnées par la guerre européenne, il faudra recourir à l'Amérique, surtout aux Etats-Unis et au Canada.

Malheureusement, nous ne profiterons guère de cette éventualité. On sait que la plus grande partie de notre grain est achetée par des américains, qui l'exportent par la voie des Etats-Unis. Or les frais de transport se trouvent ainsi considérablement augmentés. Le prix du fret par la voie américaine est à peu près 24,000 plus élevé que celui de transport par le Canada, via le St. Laurent. C'est pourquoi nous perdons une partie de la valeur locale de nos grains en ne les exportant pas directement au Canada.

On peut se faire une idée de ce que nous perdons ainsi, en examinant les recettes des canaux de l'Etat de New-York, par lesquels on transporte une partie des céréales achetées au Canada. En 1867, les droits perçus dans ces canaux seulement sur les produits agricoles se sont montés à \$3,465,328. Supposant que vingt pour cent de ces droits aient été perçus sur nos grains, on a déjà une perte de \$693,065, égalant une parocille réduction sur le prix de vente de nos grains. Si vous ajoutez à cela l'augmentation des frais de transport, uniquement pour ce qui regarde le prix du fret, vous arrivez à une somme énorme représentant la diminution sur la valeur de nos céréales.

Donc, pour profiter des avantages que nous donne la guerre européenne, il faudrait exporter nos grains par le St. Laurent. Reste à savoir si nos marchands ont les capitaux et le dévouement nécessaires pour prendre l'initiative d'une démarche aussi patriotique.

En tout cas, nous pouvons toujours espérer vendre à d'assez bons prix, s'il faut en juger par la cote actuelle. L'orge, à Montréal, est déjà cotée à soixante-quinze cents. Et cette année les acheteurs ne peuvent pas enlever aux cultivateurs l'escompte des monnaies américaines, vu qu'elles n'ont plus cours dans le commerce. Avec toutes ces belles apparences, nous aurions tort de nous décourager : la fortune brille déjà à nos yeux.